

Le Monde Diplomatique, champion de l'anti-impérialisme sélectif

par Guillaume Menchi

En Afrique, l'Etat français est un grand criminel. Depuis l'octroi des indépendances, il n'a pas cessé de soutenir des dictatures et, bien souvent, d'entretenir des guerres civiles ou de fomenter des coups d'Etat. Pour la classe dirigeante française, l'obtention de débouchés, le pillage des matières premières (pétrole, gaz, uranium, métaux rares, bois...) et l'influence dans les institutions internationales (notamment à l'Assemblée Générale de l'ONU) sont des enjeux considérables face auxquels les considérations humanistes n'ont aucune valeur. Si les anciennes colonies françaises sont partiellement mais surtout formellement indépendantes, l'Etat français a mis en place un ensemble complexe de liens franco-africains qui fonde le système néo-colonial : bases militaires assurant la sécurité des intérêts français (Dakar, Djibouti, Libreville, Port-Bouët, Bangui.), « aide » bilatérale, franc CFA, accords de coopération (militaires, économiques, techniques et culturels), production et sélection de classes dirigeantes francophiles.¹ La situation économique de ces pays, souvent désastreuse pour les populations, reflète la nocivité de ce système et la profonde hypocrisie des proclamations françaises sur la solidarité nord-sud.

En France, cette domination néo-coloniale est largement occultée. Les médias français préfèrent évoquer l'impérialisme américain. Un journal s'est même un peu spécialisé dans ce domaine. En faisant dans chaque numéro la critique de la politique américaine, *Le Monde Diplomatique* offre à l'Etat français une diversion fort opportune.

Il va de soi que l'impérialisme américain doit être combattu, particulièrement dans le contexte actuel d'offensive « anti-terroriste ». *Le Monde Diplomatique* le fait et c'est nécessaire. Cependant son anti-impérialisme est bien trop sélectif pour être dénué d'intentions inavouables. Pourquoi *Le Monde Diplomatique*, si prompt à dénoncer les crimes de régimes soutenues par la CIA, ne s'en prend-il pas aux Bongo, Eyadéma, Compaoré, Biya, Sassou et autres despotes africains ? Le règne d'un Houphouët-Boigny était-il plus légitime que celui d'un Pinochet ?

Il semble que lorsque un dictateur est un africain francophile, *Le Monde Diplomatique* juge la critique inconvenante et déplacée. Pourtant, ce journal « citoyen » devrait avoir à cœur d'alerter les français sur la politique criminelle de l'Etat qui prétend les représenter. D'autant plus que c'est sur cette politique, et non sur celle des Etats-Unis, que la population française peut agir le plus efficacement.²

Non seulement il n'y a jamais dans ce journal de véritable critique de la politique extérieure française mais il faut aussi remarquer que ses choix rédactionnels ressemblent étrangement aux positions diplomatiques de l'Etat Français.

Tiers-mondiste comme la Vème République

En ce qui concerne l'hostilité aux Etats-Unis, De Gaulle, qui ne faisait pas que mentir et dont l'anti-américanisme est bien connu, a un jour déclaré : « *N'oubliez jamais que nos alliés sont aussi nos adversaires* ». De fait les Etats-unis sont des concurrents menaçants particulièrement en Afrique où ils disputent aux entreprises françaises « *marchés tropicaux et méditerranéens*³ » et exploitation des matières premières.

Depuis la fin de la guerre froide cette rivalité inter-impérialiste s'est d'ailleurs accentuée puisque les compagnies américaines ont ravi aux capitalistes français des droits d'exploitation de matières premières stratégiques de l'Algérie au Congo-Kinshasa en passant par le Niger et les pays du golfe de Guinée⁴. L'existence d'une offensive américaine contre les intérêts français ne fait pas de doutes. L'Afrique est « *l'un de nos plus gros partenaires commerciaux potentiels* » déclarait Bill Clinton en août 2000. Déjà en 1994, Philippe Leymarie évoquant l'aide financière américaine à l'Organisation de l'unité africaine écrivait dans *Le Monde Diplomatique* : « *cette véritable OPA sur la grande organisation politique africaine, si elle tient ses promesses, fera pièce au dispositif militaire français qui a servi dix-huit fois depuis 1960.* »

Leymarie peut être rassuré, le dispositif français est bien vivant mais sa phrase est révélatrice. Récemment, dans

1 cf. notamment *La Françafrique*, François-Xavier Verschave, Stock, 1998 ; *Noir Silence*, François-Xavier Verschave, Les arènes, 2000. [note ajoutée par les renseignements généraux]

2 C'est le raisonnement de Noam Chomsky. Américain, il combat la politique des Etats-Unis. *Le Monde Diplomatique* publie ses articles mais se garde bien d'appliquer ses analyses à la politique extérieure de la France.

3 Titre d'une revue destinée aux investisseurs français, appelée « marchés coloniaux du monde » jusqu'en 1956, date de l'indépendance de la Tunisie et du Maroc.

4 Voir *La lettre du continent* n°381, n°395, n°399.

une émission de *France-Inter*, l'importance de cette offensive américaine a été confirmée par Alexandre Adler qui, emporté dans son élan, a lâché cette phrase précieuse sans être contredit par Colombani : « *L'offensive menée par les Etats-Unis contre la politique de la France en Afrique qui a abouti à de nombreuses catastrophes [Adler pensait sans doute notamment à l'acharnement français pour conserver le Rwanda] dont l'installation de la famille Kabila à Kinshasa et ceci dans une attitude véritablement de confrontation*⁵ ». Les mots employés par Adler témoignent de la vivacité du conflit inter-impérialiste (Si cette expression peut paraître « archaïque » à certains, la notion d' « Empire » de Toni Négri, actuellement à la mode, ne permet pas de comprendre les conflits africains.).

Quant aux positions « anti-mondialisation » du *Monde Diplomatique*, elles sont, au moins en partie, le produit de cet anti-américanisme lié aux rivalités inter-impérialistes⁶. Deux politiciens éminents, Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon en ont fait l'aveu dans un article dont le titre reprend le slogan d'ATTAC : « *Un autre monde est possible* ». Ces pseudo-radicaux écrivent : « *c'est une lâcheté de faire mine de croire que l'ordre économique actuel du monde est séparable politiquement, diplomatiquement et militairement de l'hyperpuissance américaine*⁷ ». Il faut avoir à l'esprit que l'ouverture des marchés africains exigée par l'OMC et le FMI⁸ signifie l'arrivée de concurrents très dangereux pour les capitalistes français. De plus la manne financière accordée par le FMI aux oligarchies d'Etat peut contribuer à retourner des régimes notamment en ce qui concerne l'identité des bénéficiaires des privatisations et l'attribution des marchés publics.

Dans un article de janvier 1994, Philippe Leymarie écrit : « *Désormais impuissante à assurer seule le fardeau d'économies et de sociétés en déroute, la France abandonne de plus en plus les pays de la zone franc aux lois d'airain du Fonds monétaire international, dominé par les Etats-Unis pour qui l'intégration de l'Afrique francophone au marché mondial est un impératif à la fois économique et politique.* » L'article nous apprend également que « *Dans son dernier rapport annuel, le Conseil des investisseurs français en Afrique s'en prend d'ailleurs à l'approche anglo-saxonne du libre-échange qui semble oublier les relations privilégiées entre Paris et une partie du continent*⁹ ». C'est assez clair. Par bien des aspects, la politique du FMI constitue un grave danger pour les intérêts des capitalistes français. Ainsi le FMI a souhaité que les compagnies pétrolières gabonaises « *soient auditées une fois par an* » (La lettre du continent, 26 juillet 2001).

Depuis l'affaire Elf, on connaît (vaguement) l'importance des détournements de l'argent du pétrole, de son rôle dans le financement des partis politiques et du système de commissions et de rétro-commissions qui l'accompagne¹⁰. Aussi, en France et au Gabon, chez ELF et dans les ministères, la demande du FMI n'a pas dû être du goût de tout le monde... Notons que la rivalité avec les Etats-Unis s'est encore intensifiée depuis la récente poussée de l'unilatéralisme américain. Elle apparaît désormais nettement dans la presse française. Compte tenu du rapport de force international l'impérialisme français et au-delà, l'impérialisme européen, empruntent les voies détournées et mystificatrices du discours moral.

En ce qui concerne le soutien au peuple palestinien, une autre grande position éditoriale du *Monde Diplomatique*, il est sans doute légitime et nécessaire mais, dans le cadre français, il ne doit pas être pris pour de la subversion puisqu'il correspond à la politique traditionnelle de la Vème République à la recherche d'atouts pour renforcer sa politique arabe face aux Etats-Unis. *Le Monde Diplomatique* est tiers-mondiste comme la Vème République. Celle-ci a toujours défendu « l'aide au tiers-monde », ce qui se comprend aisément lorsque l'on sait que l'aide est utilisée pour entretenir les régimes clients, obtenir des marchés aux capitalistes tricolores (l'aide est en grande partie liée c'est à dire assortie d'obligations d'achats), garder le contrôle des matières premières et remplir les poches des classes politiques françaises et africaines¹¹. Autrement dit, l'aide est un des rouages essentiels du système néo-colonial.¹²

En octobre 1981, à Mexico, François Mitterand, s'adressant aux peuples d'Amérique latine, lançait « *un message d'espoir à tous les combattants de la liberté* ». De Gaulle, le père du néo-colonialisme français savait très bien, lui aussi, jouer les héros du tiers-monde. En 1966, peu avant la guerre du Biafra qui allait faire 1,5 million de victimes et qui était totalement entretenue par la France, de Gaulle le tiers-mondiste partait à Phnom Penh discourir contre la guerre du Vietnam. En France, il y eut des « *Comités Vietnam* » mais pas de comités contre la politique française au Biafra. En soutenant le Biafra, la France prétendait défendre « *le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* » alors qu'elle disposait elle-même encore de Djibouti et des Comores (pour ne citer qu'eux) et qu'elle était le principal fournisseur d'armes à l'Afrique du sud de l'apartheid¹³. En réalité, « le pays des droits de l'homme » poursuivait deux objectifs : subtiliser aux compagnies anglo-saxonnes les droits d'exploitation pétrolière et déstabiliser le Nigéria, géant anglophone au coeur de la zone francophone. *Le Monde* et avec lui *Le Monde Diplomatique* s'ingénierent à masquer la responsabilité française, préférant remplir leurs colonnes d'articles sur l'urgence humanitaire et sur les ventes d'armes britanniques au Nigéria.

5 *France-Inter*, La rumeur du *Monde*, 28.07.2002.

6 Il s'agit des motivations de la direction du journal, qui fixe la ligne éditoriale. Il va de soi que les motivations de la plupart des personnes qui écrivent dans *Le Monde Diplomatique* sont bien différentes. Par ailleurs, précisons que nous ne mettons pas en doute le caractère néfaste des plans d'ajustement structurel.

7 *Le Monde*, 13.08.2002.

8 L'OMC et le FMI constituent, avec la banque mondiale, « l'axe du mal » selon Ignacio Ramonet qui reprend la rhétorique de G. Bush.

9 *Le Monde Diplomatique*, « *Inexorable effritement du modèle franco-africain* », janvier 1994.

10 cf *Elf la pompe africaine*, Edition Tribord, 2006 [note ajoutée par les renseignements généraux]

11 Lire Tibor Mende, *De l'aide à la recolonisation* et François-Xavier Vershave, *La Françafrique*, Stock, 1998.

12 Pour un exposé de l'aide publique au développement française, *Que devient l'aide au développement ?* brochure des renseignements généraux, disponible sur www.les-renseignements-generaux.org [note ajoutée par les renseignements généraux]

13 Ces armes, fournies au mépris de l'embargo décrété par l'ONU, protégèrent le régime de l'apartheid contre ses ennemis de l'extérieur et de l'intérieur. Lire Claude Wauthier, *Quatre présidents et l'Afrique*.

Au cours des années 60, *Le Monde Diplomatique* était sous-titré : « *Le journal de la coopération et des organisations internationales* ». Evidemment, il ne fallait pas attendre du « journal de la coopération » une remise en cause de la politique française, précisément dite « de coopération ». Ce sous-titre était comme un témoignage de son adhésion idéologique au projet néo-colonial de l'Etat français.

La légende d'Hubert Beuve-Méry

Le Monde Diplomatique a été créé en 1954 par le journal *Le Monde* alors dirigé par Hubert Beuve-Méry. Premier directeur du *Monde Diplomatique*, il est souvent présenté comme l'illustre fondateur, le modèle déontologique, l'autorité morale. *Le Monde* a construit la légende d'Hubert Beuve-Méry et affirme encore quotidiennement qu'il s'agit de son fondateur.

En fait, pour être plus exact (plus honnête), il faudrait écrire que *Le Monde* a été créé par l'Etat français puisque Hubert Beuve-Méry a été nommé directeur du *Monde* en 1944 par le ministre de l'information Pierre-Henri Teitgen. De Gaulle disait avoir besoin du *Monde* « pour l'extérieur ». Il voulait aussi « un journal de prestige » qui remplisse « une fonction de service public » et qui soit « un instrument de la conscience nationale¹⁴ ». Les autres dirigeants et propriétaires du journal, tous bons bourgeois patriotes, ainsi que les journalistes, ont eux aussi été choisis soit directement par le ministère de l'information, soit avec son aval.

Lorsqu'il est nommé à la tête du *Monde*, Hubert Beuve-Méry a déjà derrière lui un passé de serviteur de l'Etat. En 1934 il est correspondant du *Temps* à Prague. Or « l'usage veut que le correspondant, dans une capitale étrangère du journal officieux de la III^{ème} République soit dans la mouvance de l'ambassade de France¹⁵. » Pendant la guerre, il dirige le bureau des études de l'école d'Uriage, fondée par le gouvernement de Vichy pour former les cadres dirigeants du pays. A la libération, Georges Bidault lui propose un poste d'ambassadeur à Prague, qu'il refuse.

Le Monde diplomatique a donc été créé par un journal fondé par l'Etat. *Le Monde* a pour actionnaires des groupes largement investis en Afrique : Totalfina, la BNP, le Crédit agricole, la Compagnie financière de Suez, Thomson, etc. *Le Monde* contrôle toujours le capital du *Monde Diplomatique* qui détient lui-même des participations importantes dans *Politis* et *Témoignage chrétien*, deux journaux qui relaient très bien le mouvement « anti-mondialisation ». Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* et proche de la DGSE¹⁶, est président du Conseil de surveillance du *Monde Diplomatique*.

Les liens entre les deux journaux sont très forts. Claude Julien qui a été chef-adjoint du service étranger du *Monde* de 1960 à 1968 et chef de ce service de 1968 à 1971, a dirigé *Le Monde Diplomatique* de 1973 à 1990. Sous sa direction, la dénonciation de l'impérialisme américain a été accentuée. Officier de la légion d'honneur, il est l'auteur de « *L'empire américain* », un livre qui paraît au moment où Claude Julien prend la tête du service étranger du *Monde*. Ce livre a été primé (Prix Aujourd'hui 1968) par quelques pontes du journalisme français dont Jacques Fauvet, futur directeur du *Monde*, et Louis-Gabriel Robinet, directeur du *Figaro*. Bien médiatisé, il eut un impact important notamment chez les étudiants. Au même moment, la France finançait et armait la sécession biafraise.

En fait, en matière de politique étrangère, *Le Monde* et *Le Monde Diplomatique* disent souvent la même chose mais d'une manière différente. *Le Monde*, c'est la prétention à l'objectivité d'articles apparemment équilibrés et mesurés. *Le monde Diplomatique* par contre choisit le ton de l'engagement et du militantisme. Mais sur le fond, les deux journaux attirent l'attention de leurs lecteurs sur les mêmes crimes, les mêmes enjeux, les mêmes responsabilités. Aucun ne remet en cause les grands intérêts capitalistes et géopolitiques français.

Au cours des années 70, Philippe Decraene, chef de la rubrique africaine du *Monde*, écrit fréquemment dans *Le Monde diplomatique*. Il est notamment l'auteur d'un article complaisant sur le Congo-Kinshasa de Mobutu paru en janvier 1970 et titré : « *Sur la voie de la prospérité* ». En juillet 1974, *Le Monde Diplomatique* édite un supplément sur le Gabon intitulé : « *Le Gabon, Etat pilote de l'Afrique centrale* ». Dans ces 9 pages de publi-reportages, Philippe Decraene titre son article : « *Une politique extérieure réaliste* ». Dans le numéro du mois d'août 1982, son article est titré : « *La Côte-d'Ivoire, symbole de prospérité et de stabilité* ». Voilà comment on traite les dictatures françafricaines dans *Le Monde Diplomatique* : avec la politesse due aux amis qui d'ailleurs la rendent bien puisque Philippe Decraene, officier de la légion d'honneur, a également été décoré dans la plupart des pays d'Afrique francophone (Grand officier de l'étoile équatoriale du Gabon, officier du mérite nigérien, du mérite centrafricain, de l'ordre sénégalais du lion etc). Philippe Decraene a occupé le poste stratégique de vice-président de l'association des journalistes d'outre-mer, ce qui n'est pas surprenant puisqu'en matière d'information africaine, *Le Monde* donne le ton au reste de la presse française.

Lorsque au début des années 60 l'armée française est intervenue au Cameroun pour protéger le régime néo-colonial d'Ahmadou Ahidjo, bombardant des villages au napalm et massacrant des dizaines de milliers de personnes, *Le Monde* n'a pas jugé utile d'en informer ses lecteurs. Indigné par l'anti-impérialisme sélectif de l'intelligentsia française, Mongo Béti intitula un des chapitres de *Main basse sur le Cameroun*¹⁷ : « *Honte et malédiction sur les Vietnam des autres*. »

14 Lire Jacques Thibau, *Le Monde, 1944-1996. Histoire d'un journal, un journal dans l'histoire*.

15 Ibid, p. 21.

16 Lire Jean-Paul Gouteux, *Le monde un contre pouvoir ? Désinformation et manipulation sur le génocide rwandais*, l'Esprit frappeur.

17 Livre passionnant publié par François Maspéro en 1972. Interdit en France jusqu'en 1976.

Dissimulations citoyennes

En 1994 s'est perpétré un des pires génocides du XXème siècle. Le génocide rwandais a fait près d'un million de victimes en trois mois. Le « pays des droits de l'homme » a soutenu les bourreaux financièrement et militairement (opération Noroit, livraisons d'armes, opération turquoise) avant, pendant et après le génocide. Sans la France, il n'y aurait pas eu de génocide rwandais.¹⁸ Après avoir couvert la retraite de Forces Armées Rwandaises (FAR), et des miliciens qu'il avait formé et équipé, l'Etat français les utilisa pour défendre le régime finissant de « l'ami » Mobutu.

Logiquement, *Le Monde Diplomatique*, soi-disant tiers-mondiste et anti-impérialiste, aurait dû s'indigner de la complicité française dans le dernier génocide du siècle. Celle-ci n'est pas un détail de l'histoire de France. Elle méritait au minimum quelques éditoriaux virulents. Aucun éditorial ne traita ce sujet. *Le Monde Diplomatique* se contenta de rapporter dans des pages intérieures des informations déjà parues dans d'autres journaux, notamment dans la presse étrangère. Au mois de juin 1994, au lieu d'appeler ses lecteurs à exprimer leur révolte contre la politique effroyable de la France, Philippe Leymarie intitule son article : « *La France et le maintien de l'ordre en Afrique* ». Il y écrit : « *cet effort en matière d'aide à la sécurité et au maintien de l'ordre est combiné avec les actions purement civiles du ministère de la coopération, en partie consacrées à la promotion de l'Etat de droit* ». Il est vrai que le mois suivant, il signe enfin un article sérieux (« *Litigieuse intervention française au Rwanda* »). Mais au final, *Le Monde Diplomatique* ne donna absolument pas à ses lecteurs la mesure du scandale de l'implication française.

En 1997, le dictateur Denis Sassou Nguesso revient au pouvoir par les armes au Congo-Brazzaville. *Le Monde Diplomatique* a-t-il critiqué la politique française qui a rendu possible ce come back ? Evidemment non. Un article se contente de cette interrogation : « *Quels comptes M. Sassou Nguesso aura-t-il à rendre à ceux qui l'ont vraisemblablement aidé (l'Angola, le Gabon, la France, Elj) et à ceux qui apparemment avait pris quelques distances à son égard (l'ex-Zaïre, le Rwanda, l'Ouganda, les Etats-Unis) ?* » Enfin l'article conclut poliment : « *Pour le moins, refaire l'unité nationale au Congo sera une tâche ardue*¹⁹ ». On ne va quand même pas demander des comptes à ceux qui agissent en notre nom.

Si l'on observe quelques articles récents, les signes de complaisance vis à vis de l'impérialisme français ne manquent pas. Madagascar vient de connaître une crise politique aux conséquences économiques désastreuses. *Le Monde diplomatique* aurait pu s'indigner du soutien jusqu'aboutiste de l'Etat français au dictateur Didier Ratsiraka. Mais il est vrai que son rival Marc Ravalomanana, qui est maintenant Président, est réputé proche des américains. *Le Monde Diplomatique* a préféré attirer l'attention sur « *Les racines culturelles de la crise Malgache* » (mars 2002).

Dans le numéro d'avril, un article (« *Mayotte assiégée par les gueux* ») nous explique que le rattachement de Mayotte aux Comores n'est pas souhaitable, au mépris des revendications comoriennes et des nombreuses résolutions de l'Assemblée générale des nations unies. La France n'a pas l'intention d'abandonner ce point d'appui dans l'océan indien, d'autant plus que Mayotte est sur la route du cap par laquelle est acheminé le pétrole du moyen orient.

Au mois de juin 2002, un article intitulé « *L'Union européenne sous le feu de la critique* » reproche à l'accord de Cotonou (passé entre l'union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) de prévoir la suspension de l'aide en cas de violation des principes démocratiques. L'auteur n'hésite pas à écrire : « *Il faudra laisser aux pays ACP en général et aux pays africains en particulier la possibilité de se prononcer sur chaque litige. En effet, un camp (l'union européenne) ne peut pas prendre la décision ou la sanction qui concerne l'autre camp sans l'avis ou le vote de celui-ci.* » Etant donné que les tyrans africains ne vont pas se sanctionner eux-mêmes, cette position revient à défendre, non pas les africains comme l'article voudrait le faire croire, mais les dictatures françafricaines. Pour un journal soi-disant à la pointe du progressisme, il fallait oser.

Au mois d'août, un autre article prétend défendre les africains. En réalité il sert parfaitement les intérêts des grands groupes forestiers français (Bolloré, Interwood, Rougier). Au prix d'une belle supercherie. L'auteur de l'article intitulé « *Comment préserver la forêt* » reproche aux écologistes de ne pas tenir compte des intérêts économiques africains. Il cherche à dissiper les inquiétudes : « *Les bailleurs de fonds - la France, la banque mondiale - ont financé des plans de gestion et d'exploitation rationnelle* ». L'auteur nous explique qu'il n'y a pas lieu de militer contre la déforestation. Il souligne que « *certains engagements écologistes sont le produit d'un sentimentalisme issu de nos cultures occidentales.* »

Voici maintenant quelques informations que l'article se garde bien de donner. L'exploitation du bois, au-delà de ses conséquences strictement écologiques, est souvent profondément néfaste pour les paysanneries africaines. Le 22 mars 2002, 7 agriculteurs camerounais ont porté plainte contre le groupe français Rougier et sa filiale camerounaise SFID devant les tribunaux français pour exploitation illégale de bois, destruction de biens appartenant à autrui, escroquerie, recel, corruption de fonctionnaire. Le dossier réalisé par Les amis de la terre et l'association SHERPA précise que « *En mai 1999, la Société Forestière de Doumé (SFID) procède à une coupe illégale de diverses essences de bois à l'insu des propriétaires (qui ont regagné leur village), et, pour accéder aux zones forestières , construit des pistes traversant certains champs. Cette opération illégale provoque la destruction de certaines cultures (arbres fruitiers) et certains planteurs ont dû renoncer depuis ce jour à une activité qui représentait leur seule source de revenu.* »

18 Sur les complicités de l'État français lors du génocide rwandais, lire *L'horreur qui nous prend au visage*, ed Karthala, 2005. [note ajoutée par les renseignements généraux]

19 Martine-Renée Galloy, Marc-Eric Gruenais, *Au Congo, le pouvoir par les armes*.

La France est le premier importateur mondial de bois africain. Aujourd'hui, le pillage des forêts du bassin du Congo continue. *Le Monde Diplomatique* aurait pu faire savoir à ses lecteurs que près de 50% du bois exotique importé en France est abattu dans des conditions illégales. Il aurait pu signaler que, au sein du conseil de sécurité, la France (avec la Chine) s'est opposé à l'instauration d'un embargo sur le bois du Libéria alors que les revenus de l'exploitation forestière sont utilisés pour le trafic d'armes, au Libéria et en Sierra Leone²⁰. Mais *Le Monde Diplomatique* préfère sans doute servir l'Etat français.

Dans le numéro de septembre, *Le Monde Diplomatique* utilise le concept de « néo-colonialisme » mais il s'agit de stigmatiser un concurrent (« L'évangile néo-colonial de M. Blair »). Par ailleurs, chacun pourra vérifier l'absence de critiques vis-à-vis de la France dans l'article d'Aminata Traoré (« L'oppression du développement »). Elle s'en prend par contre aux « tenants du tout marché, en particulier la très puissante administration américaine ». Pour les capitalistes français, dont les positions en Afrique ont longtemps été relativement peu disputé, la concurrence se fait rude sur les marchés africains.

Un journal très bien subventionné

Il existe un fond d'aide « à l'expansion de la presse française à l'étranger ». Avec les 750 000 exemplaires de ses éditions allemande, arabe, espagnole, grecque, italienne, mexicaine, suisse, autrichienne, argentine, chilienne, portugaise et anglaise, *Le Monde Diplomatique* doit en être un des principaux bénéficiaires. Ce journal soi-disant contestataire est donc un des journaux français les mieux subventionnés, voire le journal français le plus subventionné au numéro. Dès lors, il est inutile de s'étonner que le forum mondial de Porto Alegre, largement organisé par *Le Monde Diplomatique* (avec « l'association brésilienne des patrons pour la citoyenneté ») ait été subventionné par le ministère des affaires étrangères²¹. On peut par contre se demander si ce forum n'était pas une sorte de cheval de Troie de la diplomatie française au coeur de la « chasse gardée » américaine.

Quoiqu'il en soit, il faut souligner que la diffusion de l'information à l'échelle internationale est un enjeu considérable. Les Etats ont toujours cherché à influencer les opinions publiques des pays étrangers²². Les médias sont des acteurs des relations internationales. En influant sur les opinions publiques, ils permettent de modifier des rapports de force, d'accompagner des politiques voire tout simplement de les rendre possible. Par exemple, *Le Monde* est un journal très lu en Afrique francophone. Des analyses trop critiques vis-à-vis de la politique française poseraient bien des problèmes à la France et à ses alliés. Les Etats-Unis contrôlent CNN, la France quant à elle dispose de RFI et du *Monde Diplomatique*. Son indépendance affichée permet à l'Etat français de ne pas assumer tous les articles et garantit la crédibilité et donc le lectorat du journal.

Le Monde Diplomatique contient de très bons articles, véritablement critiques, sur des sujets divers. Sa qualité fait la qualité de sa propagande. Elle est la condition de son influence idéologique de la gauche à l'extrême gauche politique, syndicale et associative. L'expression « Appareil idéologique d'Etat » de Louis Althusser, qui désignait notamment les médias, semble particulièrement appropriée. De même, il faut lire ces phrases de Pierre Albert, un spécialiste des médias qui n'est pas connu pour son gauchisme : « De tout temps et en tout lieu la propagande a été l'auxiliaire du pouvoir : propagande interne pour convaincre les gouvernés de la légitimité de l'Etat ainsi que de la sagesse de l'action gouvernementale ; propagande externe pour magnifier à l'étranger, l'image du pays et soutenir ses opérations diplomatiques et militaires²³. »

Instrument de la diplomatie française à l'extérieur, instrument de contrôle idéologique à l'intérieur, ce journal très patriote doit avoir pour devise : « L'impérialisme c'est les autres ». Quant aux militants internationalistes, qui ne s'identifient à aucun Etat et qui ne possèdent aucun gisement minier en Afrique, il leur faut éviter de suivre cet anti-impérialisme sélectif et unilatéral, et par là même de se fourvoyer dans l'accompagnement d'une stratégie qui leur est étrangère. Tous les impérialismes méritent d'être dévoilés et combattus, celui de la première puissance mondiale comme celui de l'Etat qui prétend nous représenter.

Guillaume Menchi

trouvé sur le site : <http://iso.metric.free.fr/>

20 *Le point, Les dealers du bois*, 15 mars 2002.

21 80 000 euros selon *Le Monde* du 02.02.02. Il est évident que cette somme n'a pas été attribuée par philanthropie.

22 Lire *Les médias acteurs de la vie internationale*, sous la direction d'André-Jean Tudesq, Apogée, 1997

23 *Les médias acteurs...*op.cit. p.179.